

Depuis le samedi 28 février au matin, les États-Unis et Israël ont lancé une vaste campagne de frappes contre l'Iran. Le pays est lourdement touché et nombre de ses infrastructures militaires, sécuritaires, politiques et énergétiques sont méthodiquement détruites.

Sans grande surprise, l'Iran a fortement riposté en lançant missiles balistiques, missiles de croisière et de nombreux drones sur l'ensemble de la région. Ces frappes ont causé des dommages significatifs et coûteux — destruction de plusieurs radars, dont un AN/FPS-132 et quatre AN/TPY-2, mais aussi d'une partie du centre de commandement de la 5^e flotte à Bahreïn — sans toutefois produire d'effet stratégique sur la conduite des opérations.

Se pose désormais la question de la durée de ce conflit. Les stocks de missiles iraniens ne sont pas inépuisables, pas plus que ceux des États-Unis et d'Israël. À cela s'ajoute la question des capacités d'interception : maintenir dans la durée un bouclier antimissile capable d'absorber des vagues répétées d'attaques représente un coût matériel et financier considérable. Plusieurs États du Golfe commenceraient d'ailleurs à s'inquiéter de l'érosion de leurs stocks de [missiles intercepteurs](#).

La stratégie iranienne dans ce conflit ne vise pas à vaincre militairement la coalition américano-israélienne — objectif hors de portée compte tenu d'un rapport de forces largement en faveur de ses adversaires. Elle vise plutôt à rendre le coût économique de la guerre insupportable, non seulement pour ses adversaires directs, mais aussi pour l'économie mondiale.

Le détroit d'Ormuz constitue le centre de gravité de cette stratégie et sans doute le seul véritable atout iranien capable de peser sur l'issue du conflit.

Environ 20 % du pétrole mondial transite par ce bras de mer de moins de 40 kilomètres à son point le plus étroit, encadré sur sa rive nord par le territoire iranien. La menace d'une perturbation — même partielle, même temporaire — suffit à faire peser une prime de risque considérable sur les marchés énergétiques mondiaux. Une fermeture, même limitée à quelques semaines, aurait des répercussions macroéconomiques globales. Dans ce contexte, l'Iran dispose d'un levier de coercition économique sans commune mesure avec sa puissance militaire brute.

L'effet géopolitique indirect est tout aussi significatif : toute perturbation d'Ormuz rend le pétrole et le gaz russes plus indispensables, notamment pour la Chine. Pékin, dont les approvisionnements énergétiques transitent massivement par le Golfe, a un intérêt structurel à ce que ce conflit ne dégénère pas en crise énergétique prolongée. Cette contrainte pèse sur les calculs de Washington et constitue un facteur de pression indirect en faveur de l'Iran.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la décision de Téhéran de « fermer » le détroit — ou plus exactement de menacer et de frapper les navires qui tenteraient de l'emprunter. Sa fermeture n'est en réalité que la conséquence du niveau de risque que fait peser l'Iran sur toute navigation dans cette zone. L'objectif iranien n'est pas nécessairement de fermer le détroit d'Ormuz, mais de rendre son utilisation suffisamment risquée pour perturber durablement les flux énergétiques mondiaux.

Nous ne sommes donc pas face à un affrontement symétrique. La capacité à tenir dans la durée repose sur des paramètres très différents pour chacun des belligérants. La question centrale devient alors : qui cédera le premier ?

Défense sol-air iranienne : très affaiblie mais pas anéantie

L'opération Rising Lion de juin 2025 avait déjà porté des coups sévères à la défense sol-air iranienne de moyenne et longue portée. Le travail de renseignement amont mené conjointement par les services américains et israéliens s'est révélé d'une efficacité remarquable : les systèmes déployés ont été identifiés, localisés et neutralisés avec une précision qui témoigne d'une préparation approfondie.

Ce succès appelle cependant un constat assez sévère sur les défaillances tactiques iraniennes. L'armée iranienne ne semble pas avoir tiré les enseignements pourtant bien documentés de conflits antérieurs.

La comparaison avec l'armée serbe durant la campagne du Kosovo en 1999 s'impose. Face à une coalition disposant d'une supériorité aérienne écrasante et de renseignements de qualité, les Serbes avaient réussi à préserver l'essentiel de leur défense sol-air en adoptant des tactiques simples mais redoutablement efficaces : émissions radar réduites au minimum, mobilité permanente des lanceurs, décentralisation du commandement et dissémination des systèmes.

Ils opéraient pourtant avec des équipements vieillissants, bien inférieurs aux systèmes S-300 ou Bavar-373 iraniens. Cette stratégie ne permit pas d'empêcher la domination aérienne de l'OTAN, mais elle limita fortement l'efficacité de la campagne de suppression des défenses aériennes et permit quelques coups d'éclat — dont la destruction d'un F-117 américain — qui marquèrent durablement les esprits.

L'échec iranien à adopter des tactiques similaires soulève d'ailleurs une question stratégique ouverte : s'agit-il d'un manque de formation et de culture tactique, d'une rigidité doctrinale propre aux armées fortement centralisées, ou — hypothèse plus sombre — de complicités internes, certains officiers ayant pu collaborer avec les services de renseignement israéliens et américains ?

La question reste ouverte.

Toutefois, les pertes d'une grosse quinzaine de drones MQ-9 Reaper, Heron, Hermes 900 et de plusieurs missiles de croisière Tomahawk interceptés confirment que le ciel iranien n'est pas un espace de liberté totale pour les attaquants. Certaines sources évoquent la possible destruction d'un F-15 le 4 mars, [information](#) qui a toutefois été officiellement démentie et reste à ce stade non confirmée.

La basse altitude restera durablement contestée. Les MANPADS — systèmes sol-air portables

de très courte portée — et l'artillerie antiaérienne, disponibles en grand nombre et par nature difficilement détectables, continueront de peser sur toute opération aérienne à basse et moyenne altitude.

La capacité anti-aérienne iranienne survivante restera néanmoins trop limitée pour remettre en cause la supériorité aérienne américano-israélienne. Le ciel iranien demeurera globalement ouvert aux frappes, et le pays ne pourra compter que sur ses très nombreuses infrastructures enterrées ou dissimulées pour préserver une partie de son potentiel militaire et industriel.



Stock de missiles dans un bunker sous-terrain.

Marine : destructions massives, capacité de nuisance intacte

La marine de surface iranienne a été sévèrement touchée. La destruction de l'essentiel des bâtiments présent dans le golfe Persique représente un affaiblissement considérable de la flotte conventionnelle. On peut considérer que la marine iranienne de haute mer n'existe plus réellement dans cette mer.

Paradoxalement, et c'est l'une des conclusions importantes de cette analyse, ces destructions n'entament que marginalement la capacité de nuisance navale iranienne.

La puissance navale iranienne ne réside pas dans ses frégates. Elle repose sur des centaines de vedettes rapides lance-missiles, sur des milliers de missiles antinavires mobiles ou

dissimulés dans des installations souterraines le long des côtes, ainsi que sur des milliers de drones aériens et de surface. À cela s'ajoute un stock de mines navales estimé entre 5 000 et 7 000 unités.



Vedettes iraniennes stockées dans un bunker.

L'arsenal de mines iranienne mérite une attention particulière, même s'il est aujourd'hui moins médiatisé que les drones. Il ne s'agit pas d'un stock de mines obsolètes : les modèles identifiés incluent des systèmes évolués d'origine russe (MDM-6), chinoise (EM-52) ainsi que plusieurs développements indigènes (Maham-II, Nafez-2, Arvand, Fadjr-5, Sadaf-2).

Plusieurs de ces modèles disposent de caractéristiques avancées — mobilité, déclenchement intelligent — rendant leur détection et leur neutralisation particulièrement complexes.

Surtout, la pose de mines ne nécessite pas de navires militaires spécialisés. N'importe quelle embarcation civile, voire un simple drone de surface, peut en assurer la mise en place. Dans ces conditions, la menace de minage du détroit d'Ormuz apparaît extrêmement difficile à neutraliser par la seule action militaire.

Missiles et drones : vers une guerre de saturation décentralisée

Les frappes américaines contre les infrastructures de production de missiles balistiques longue portée auront probablement un effet réel sur les capacités iraniennes de frappe stratégique

contre Israël. Il s'agit sans doute de l'effet le plus tangible de la campagne aérienne.

Les tirs de missiles balistiques sur le territoire israélien pourraient ainsi cesser ou se raréfier sensiblement à court et moyen terme.

Mais la menace ne disparaît pas, elle évolue.

La production de drones de type Shahed ou Arash et de roquettes de longue portée — systèmes technologiquement plus simples, nécessitant moins de matières premières critiques et de chaînes d'approvisionnement complexes — est beaucoup plus difficile à neutraliser. Elle peut être dispersée dans des sites de production décentralisés ou souterrains, y compris dans des installations de taille modeste qu'il paraît improbable de détecter toutes.

Plusieurs éléments matériels — notamment la présence d'une antenne GNSS antibrouillage russe CRPA Kometta retrouvée sur un drone Shahed écrasé sur la base d'Akrotiri à Chypre, ainsi que les restes possibles d'un drone marqué GERAN-2 retrouvés aux Émirats arabes unis — témoignent d'un transfert technologique russo-iranien actif.



Restes d'un Geran-2 qui aurait été retrouvé aux EAU.

La Russie et la Chine ont un intérêt objectif à maintenir la capacité de nuisance iranienne, sans pour autant s'exposer à une confrontation directe avec les États-Unis. Leur soutien devrait donc rester indirect mais réel : fourniture de composants électroniques, renseignement, transferts de savoir-faire ou partage de retours d'expérience, notamment sur les drones FPV et les drones navals utilisés en Ukraine.

C'est précisément ce dernier point qui mérite notre attention. L'Iran dispose des conditions

nécessaires pour adopter une approche similaire à celle développée par l'Ukraine en mer Noire et la transposer au détroit d'Ormuz et même à tout le golfe Persique.

Dans un couloir maritime de moins de quarante kilomètres de large, l'emploi combiné de drones de surface et de drones FPV guidés contre des cibles navales constituerait une menace particulièrement difficile à contrer, même pour une marine de premier rang. Il est probable que les forces iraniennes étudient avec attention les enseignements de la campagne ukrainienne contre la flotte russe.

Les frappes américano-israéliennes, aussi précises soient-elles, ne peuvent neutraliser complètement les capacités résiduelles de frappe régionale de l'Iran.

Outre le blocage partiel du détroit d'Ormuz, Téhéran conserve des moyens de frapper les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn, le Koweït, l'Irak ou encore la côte orientale de l'Arabie saoudite — en particulier les infrastructures énergétiques.

Ces monarchies du Golfe, victimes collatérales d'un conflit qu'elles n'ont pas choisi, exercent elles-mêmes une pression politique indirecte sur Washington en faveur d'une désescalade.

Dans ces conditions, tant que l'Iran est lui-même attaqué, il n'a guère d'intérêt à laisser le détroit d'Ormuz fonctionner normalement, puisqu'il ne peut de toute façon pas l'utiliser pleinement pour ses propres exportations.

L'Iran ne contrôle pas le détroit d'Ormuz, mais il dispose des moyens d'y exercer un déni d'accès efficace dans la durée.

La question déterminante pour la durée de cette guerre n'est donc pas tant le niveau des stocks de missiles iraniens que la capacité des États-Unis à maintenir dans la durée une pression militaire élevée tout en supportant les conséquences économiques et politiques d'un blocage prolongé du détroit.

Dans cette logique, le temps joue potentiellement en faveur de l'Iran. Téhéran n'a pas besoin de vaincre militairement : il lui suffit de tenir, d'absorber les frappes et d'attendre l'épuisement politique, économique ou militaire de ses adversaires. Dans une guerre asymétrique, la stratégie du plus faible consiste à survivre plus longtemps que la volonté politique du plus fort.

Si le régime iranien devait céder, il est probable que ce soit pour des raisons politiques ou économiques internes — coup d'État, effondrement du pouvoir ou crise interne majeure — plutôt que sous l'effet direct d'une défaite militaire.